

LES ÉLITES RUSSES | EN 2016

Dès janvier 2016, même les membres de l'élite les plus optimistes comprenaient que la crise s'était installée pour longtemps. Le bref stade d'euphorie qu'avait connu la société russe, lié à l'impression que les sanctions n'étaient que de pure forme et ne pouvaient influencer sur l'économie du pays, n'était plus d'actualité. Le stade suivant, celui de l'enthousiasme à l'idée que la crise était une chance de changement (y compris pour les substitutions d'importation, le développement de l'industrie nationale et de l'agriculture), commençait, lui aussi, à être dépassé. Un troisième se profilait, dépressif, marqué par la pérennité des sentiments anti-occidentaux et la découverte que la crise (notamment due aux sanctions) était beaucoup plus grave qu'on ne l'avait cru précédemment. Le nombre de sondés estimant que le pays était engagé sur la bonne voie chutait de onze points en janvier 2016, passant de 56% à 45%, chiffre équivalant pratiquement au nombre d'optimistes recensés en janvier 2014, à la veille du rattachement de la Crimée (43%).

Par Igor Bounine, président du Centre des technologies politiques,
et par Alexeï Makarkine, premier vice-président du Centre des technologies politiques.

LES TENDANCES AU SEIN DE L'ÉLITE

On considère parfois que les tendances au sein des élites russes se distinguent radicalement des priorités de la société dans son ensemble. Cette idée est particulièrement répandue parmi les partisans du projet « Nouvelle-Russie », déçus que le pays n'ait pas poursuivi son expansion sur le territoire de l'Ukraine. Caractéristiques, à cet égard, sont les propos d'Egor Kholmogorov, qui parle d'« élites pro-occidentales » et leur oppose une « élite d'orientation nationale » restant à créer¹.

Les études sociologiques indiquent cependant que, dans le contexte « post-Crimée », les réactions des élites sont proches de celles de la population dans son ensemble. Sur le chapitre de la Crimée, l'énorme machine bureaucratique de l'État russe a fonctionné en mécanique impeccablement huilée. Le rattachement a suscité au sein de l'élite un sentiment de satisfaction, lui donnant l'impression que la Russie retrouvait sa grandeur passée. L'anti-américanisme dans la sphère publique et le soutien au rattachement ont pris des allures de rituel par lequel les élites affirmaient leur loyauté au régime politique. Il y a, bien sûr, dans ce milieu, des partisans d'un partenariat avec l'Occident et de démarches susceptibles d'entraîner une levée des sanctions économiques, mais, en novembre 2015, les études indiquaient que ces groupes préféraient garder le silence. La détérioration de la situation économique à la même période ne devait pas influencer sérieusement sur les sentiments des élites².

Il est vrai, toutefois, que l'euphorie ne les a guère concernées. Leur part la plus occidentalisée s'est retrouvée dans un état de dépression qui a commencé à gagner les membres de l'élite étatique après les turbulences du rouble en décembre 2014. Le gouverneur conservateur de Samara, Nikolai Merkouchkine, en est un exemple caractéristique. En juin 2015, il évoquait l'ampleur de la crise imminente : « Nous n'avons plus, en quelque sorte, qu'à prier pour que, dans cinq ans, nous ayons une retraite. » À l'en croire, « toutes les réserves du pays seront épuisées dès l'année prochaine », si le prix du pétrole demeure à son niveau actuel³. Ce dernier tournait alors autour de soixante dollars le baril (à peu

1. Cf. E. Kholmogorov, « Zatchem Krym nach ? » [La Crimée est à nous : pour quoi faire ?], IA NewsFront, 30 juillet 2015 (news-front.info/2015/07/30/zachem-krym-nash-egor-xolmogorov/).

2. Cf. D. Volkov, « Nastroenia rossiïskikh elit posle Kryma » [Les tendances des élites de Russie après la Crimée], Centre Carnegie de Moscou, documents de travail, 10 novembre 2015, <http://carnegie.ru/publications/?fa=61925>

3. Cf. https://tvrain.ru/news/samarskij_gubernator_prizval_molitsja_o_pensijah-389434/

près deux fois moins qu'au début de 2014) et, au début de 2016, il était encore divisé par deux.

Les premières semaines de l'année 2016 ont été marquées par une brusque activité, sur le plan économique, des libéraux occupant des postes clés au sein du gouvernement et dans le domaine bancaire. Sans discuter la politique du pouvoir au niveau des affaires étrangères et de la défense, ils ont fixé leur attention sur la nécessité de réformes d'envergure dans l'économie. En janvier, Hermann Gref, président de Sberbank, déclarait au Forum Gaïdar que la Russie « rétrogradait » globalement, qu'elle comptait au nombre des « perdants » – les pays qui n'avaient pas su adapter leur économie et l'ensemble de leur système social aux réalités nouvelles. Or, toujours selon H. Gref, ces pays qui, en outre, « n'ont pas su adapter leurs institutions seront grandement perdants. Et la fracture sera malheureusement beaucoup plus importante que celle causée par la révolution industrielle. »

Ces propos de H. Gref ont suscité de vives critiques dans la partie conservatrice de la société qui a mis l'accent sur le choix « humiliant » pour la Russie du verbe « rétrograder ». Mais, de fait, nul n'a trouvé à répliquer au jugement du président de Sberbank concernant le retard du pays. Dès le mois de février, le ministère des Finances publiait des prévisions pour les quinze années à venir, et celles-ci n'avaient rien de réconfortant. Le scénario « inertie », qui prévoit le renoncement aux réformes, annonce aussi une croissance annuelle moyenne de l'économie nationale de 0,8%, ce qui signifie une longue stagnation. La production et les exportations de pétrole cesseront de progresser dans l'année en cours. Le ministère envisage aussi, toutefois, un scénario optimiste dans lequel la croissance économique pourrait être de deux ou trois points par an, mais la condition pour atteindre cette croissance modérée est un baril à au moins cinquante dollars, ainsi que la mise en œuvre de réformes économiques.

Quant au ministère du Développement économique, il relevait, en 2015, les pires indicateurs depuis quarante ans pour le commerce de détail, et soulignait qu'« en raison, notamment, des contre-sanctions sur les produits alimentaires, la crise actuelle frappe le plus durement la population la plus pauvre, dont les dépenses concernaient principalement la nourriture ». Il semble que ce soit la première critique aussi sévère de la politique de contre-sanctions émanant d'un organe du pouvoir exécutif.

De leur côté, les « dirigistes » (partisans d'un renforcement de l'intervention de l'État dans l'économie) se faisaient entendre, prenant le contrepied des défenseurs de l'économie libérale. Une alternative était ainsi proposée en octobre, dans un rapport du Club Stolypine (plateforme d'experts constituée avec le concours de l'association patronale « Delovaïa Rossia »), intitulé : *L'économie de la croissance*. Parmi les auteurs, on trouvait Sergueï Glaziev, économiste dirigiste conseiller de Vladimir Poutine, Boris Titov, représentant spécial du président de la Fédération de Russie, chargé de la défense des droits des entrepreneurs (qui annonçait, en février 2016, sa participation aux élections législatives à la tête de son propre parti), et Andreï Klepatch, ancien vice-ministre du Développement économique. Les auteurs proposaient de revoir radicalement le mandat et la politique de la Banque centrale : le régulateur devait passer d'un « pseudo-ciblage de l'inflation » et d'un « drainage monétaire » à une stimulation de la croissance du PIB, y compris par l'émission. Il était suggéré d'introduire des « éléments de réglementation des changes » et de réformer la fiscalité par le biais d'avantages visant à stimuler les investissements et la modernisation technologique.

Il est à noter que les auteurs du rapport suggéraient aussi de prendre des mesures pour diminuer la charge administrative pesant sur le monde des affaires (réduire drastiquement les contrôles, diminuer le nombre des organismes de contrôle et leur personnel) et accroître l'indépendance des tribunaux (créer un tribunal d'arbitrage indépendant, augmenter la responsabilité des juges, nommer des juges d'instruction). On est donc face à une initiative axée sur une révision de fond de la politique économique de l'État, mais complétée de thèses libérales peu familières aux dirigistes dans des domaines importants pour les affaires (contrôles, tribunaux)⁴.

En résumé, les groupes les plus divers au sein de l'élite ont de sérieux griefs concernant la qualité de la politique économique. Le problème, toutefois, est que la ligne réelle dépend dans une grande mesure non des programmes, mais de l'action du groupe dirigeant que représentent, dans la Russie actuelle, les « structures de force », dont le souci est le contrôle de la sphère entrepreneuriale, bien plus que la réforme de l'économie ou l'instauration d'un climat d'affaires favorable.

4. Pour plus de détails, voir A. Makarkine, « Srednekrouzny biznes : ossobennosti nedovolstva » [Moyennes entreprises : les particularités d'un mécontentement], Politcom.ru, 28 décembre 2015 (politcom.ru/19427.html).

L'ACTEUR DOMINANT

On ne peut, au demeurant, considérer les membres des « structures de force » comme une corporation unie : à un niveau concret, leurs intérêts d'appareil divergent souvent, quand ils ne sont pas contradictoires. À ce sujet, la nomination d'Alexei Dioumine, ancien du Service de sécurité de la présidence, au poste de vice-ministre de la Défense à la fin de décembre 2015 est caractéristique. Ce général, très proche de Vladimir Poutine, était brusquement transféré, le 2 février 2016, aux fonctions civiles de gouverneur de la région de Toula. La version la plus vraisemblable de ce changement est que l'arrivée d'un « homme du tsar » au ministère de la Défense et l'éventualité d'un accroissement de son autorité dans l'appareil risquaient d'entrer en contradiction avec les intérêts de Sergueï Choïgou, l'un des hommes politiques les plus populaires de Russie. Le brusque transfert d'Alexei Dioumine peut, sous ce rapport, être considéré comme une victoire tactique de Choïgou, qui garde ainsi la haute main sur son ministère. Cependant, dans une perspective stratégique, celle-ci peut se révéler une victoire à la Pyrrhus – si l'on considère, du moins, les règles du jeu informelles de la politique dans le pays.

Si les membres des « structures de force » forment un des groupes dirigeants de l'élite, le Kremlin n'en reste pas moins l'acteur dominant de la politique et de l'économie, et sa ligne, tout en s'inscrivant dans la continuité, présente, malgré tout, quelques aspects nouveaux.

On réduit, par exemple, le nombre d'« intouchables ». La meilleure illustration en est sans doute le destin d'un vieux – et influent – compagnon de lutte du président, ancien président de la Compagnie des chemins de fer de Russie (RZD), Vladimir Iakounine. Son départ forcé, en 2015, évoquait d'abord celui, relativement confortable, de Boris Gryzlov, qui, en 2011, quittait son poste de président de la Douma. Après avoir épuisé toutes ses ressources politiques, il avait eu droit à une fonction spécialement créée pour lui : membre permanent du Conseil de sécurité (ce qui lui garantissait un accès direct au président) ; puis il avait pris la tête du conseil de surveillance de Rosatom. On lui avait également proposé le poste de représentant spécial du président dans le district fédéral central, mais il avait décliné, ne le jugeant pas assez prestigieux.

Le principal motif du renvoi de Vladimir Iakounine a été son refus démonstratif de réduire les dépenses inefficaces de la Compagnie des chemins de fer. On ne lui a proposé en échange qu'un poste de membre « ordinaire » du Conseil de la Fédération, qu'il a brutalement refusé : manifestement, il s'attendait à mieux. Depuis, aucune compensation ne lui a été offerte. Bien plus, des informations compromettantes sont parues dans la presse, concernant des malversations, ce que l'on peut considérer comme un avertissement non officiel : aucune ambition politique individuelle ne saurait être tolérée, fût-ce à un niveau local (des rumeurs ont couru sur un possible soutien de Vladimir Iakounine à la constitution d'un parti dirigé par le « héros de Slaviansk », Igor Strelkov).

La crise économique prolongée favorisera, de la part du pouvoir, le développement de pressions « prophylactiques » sur les élites, visant à garantir leur loyauté. Cela vaut pour les « proches », mais aussi, dans une plus grande mesure, pour les personnalités et les groupes « distants » du président. Ces derniers bénéficient de protections nettement moindres, d'où leur plus grande vulnérabilité face à d'éventuelles actions violentes au niveau local. Caractéristique est la série d'arrestations de représentants importants des élites régionales, survenue en 2015, avec des objectifs variés :

- une volonté d'accroître la loyauté des élites ;
- un renforcement des « structures de force », notamment du Service fédéral de sécurité (FSB) et du Comité d'enquête de la Fédération de Russie (SKR) ;
- un désir du pouvoir d'utiliser dans son propre intérêt la lutte anticorruption réclamée par la société.

Au bout du compte étaient arrêtés le gouverneur de la région de Sakhaline, Alexandre Khorochavine (pour lequel Igor Setchine n'a rien pu faire contre les « structures de force »), le dirigeant de la République des Komis, Viatcheslav Gaïzer (qui ne disposait pas d'une « couverture » suffisante à l'échelon fédéral), le vice-gouverneur de la région de Tcheliabinsk, Nikolai Sandakov (une procédure pénale est intentée pour création d'un fonds électoral « secret » en faveur de Russie unie ; jusqu'à présent, de telles actions en justice ne visaient que l'opposition). Et ce ne sont là que quelques exemples.

On retiendra aussi des opérations menées pour faire pression sur les hommes d'affaires les plus importants. Si, en 2014, le responsable du conglomerat Sistema, Vladimir Evtouchenkov, était assigné à résidence (il devait ensuite perdre le contrôle d'une de ses compagnies, Bashneft, après quoi l'action intentée contre

lui s'éteignait rapidement), en février 2016 venait le tour du principal actionnaire de l'aéroport de Domodedovo, Dmitri Kamenchtchik, qui résistait depuis plusieurs années aux tentatives effectuées pour lui arracher d'aussi séduisants actifs. Toutes ces actions sont vraisemblablement dues, d'une part, au fait que les ressources ont atteint leurs limites, d'autre part, à une volonté d'indiquer aux milieux d'affaires quelle est exactement leur place, de leur démontrer que les droits de propriété demeurent restreints, aujourd'hui encore, en Russie (l'illustration la plus rude en aura été « l'affaire Loukos »).

On peut penser que les exemples ne feront que se multiplier, même si l'on ne saurait redouter une « nouvelle année 1937 » (et des répressions massives dirigées contre les élites). Cela tient à plusieurs facteurs :

– l'élite politique actuelle est loyale envers le pouvoir en place. Tous les éléments non conformistes en ont été « évincés » au cours des années 2000. Dans ces conditions, il n'est aucun besoin non seulement d'« exercer des pressions », mais encore de risquer d'irriter plus l'élite. Des mesures ciblées suffisent, d'autant que si l'arrestation de Khorochavine a été perçue, dans une certaine mesure, comme légitime, celle de Gaïzer a été un « choc » pour deux raisons : d'un côté, une partie considérable de l'élite de la République des Komis a été interpellée en même temps que lui ; de l'autre, Gaïzer était considéré jusqu'alors comme un gouverneur éminemment respectable, à la différence de Khorochavine, beaucoup plus conflictuel ;

– une élite pragmatique et désidéologisée est un atout pour le pouvoir : si elle avait, en effet, une orientation idéologique plus marquée, elle pourrait prétendre à un certain degré d'autonomie. Or, les hommes politiques actuels « fluctuent », pour reprendre la terminologie de l'époque soviétique, « en même temps que la ligne du Parti » ;

– la corruption qui sévit au sein de l'élite restreint son efficacité mais augmente sa dépendance. Dans les années 1987-1988, Boris Eltsine pouvait s'autoriser à passer dans l'opposition : d'une part, Mikhaïl Gorbatchev se montrait relativement souple envers l'élite ; d'autre part – et surtout –, rien ne permettait d'accuser Eltsine de corruption. Aujourd'hui, il est aisé de monter un dossier de ce genre sur presque tous les représentants de l'élite, d'où l'impossibilité, pour cette dernière, de se rebeller : le moindre « révolté » se verrait aussitôt discrédité, faits solides à l'appui.

L'emprise du Kremlin sur les milieux politiques se double d'une fonction présidentielle d'arbitrage. C'est ainsi que Vladimir Poutine accorde sa confiance à Igor Setchine en tant que *manager* d'État pour le pétrole, tout en jouant les arbitres dans les relations de celui-ci avec d'autres acteurs, et sans lui permettre de devenir une figure dominante dans son domaine. Dans une série de cas (coopération avec la Chine, partenariat de Gazprom avec Shell, etc.), Vladimir Poutine a, de fait, soutenu Gazprom, groupe dirigé – nettement moins énergiquement que ne le fait Setchine – par Alexeï Miller. Un équilibre dynamique s'est donc instauré dans le secteur. Malgré ses possibilités de *lobbying*, Setchine n'était pas parvenu, au début de 2016, à obtenir un soutien financier du budget fédéral en faveur de Rosneft. Ajoutons, toutefois, qu'à la différence de Iakouline, il n'a pas « tapé du poing sur la table », ce qui lui a permis de conserver son poste.

Il existe pourtant un – unique – cas, non des moindres (pas simplement local, comme dans le passage-éclair de Dioumine au ministère de la Défense), où la fonction d'arbitrage du président est limitée. Je songe ici à Ramzan Kadyrov, dont les hommes sont accusés d'avoir assassiné Boris Nemtsov, suscitant l'ire de Vladimir Poutine. Kadyrov, en l'occurrence, n'a pas été critiqué par les seuls opposants et militants des droits de l'homme, lesquels se sont trouvés en concurrence avec des représentants influents des « structures de force » au niveau fédéral. On est finalement parvenu à un compromis : le FSB et le SKR sont autorisés à mener l'enquête concernant les exécutants, mais Kadyrov et ses plus proches compagnons d'armes ne doivent pas être inquiétés. Cet arbitrage imposé s'explique par plusieurs facteurs :

- le rôle particulier de Kadyrov en Tchétchénie comme figure stabilisatrice ;
- les relations de Kadyrov dans le monde arabe (Koweït, Émirats arabes unis et, plus encore, Jordanie, où il entretient des liens d'amitié avec le roi Abdallah II) ;
- les relations importantes de Kadyrov au niveau fédéral.

Ramzan Kadyrov reste néanmoins l'exception qui confirme la règle : la mainmise du Kremlin sur la politique ne fait actuellement aucun doute.

CONSOLIDATION DE L'ÉLITE

Les élites, toutefois, ne semblent pas totalement figées, elles s'efforcent de s'adapter aux fluctuations de la situation. Ainsi, aux élections des gouverneurs en septembre 2015, pour la première fois (depuis le retour du scrutin en 2012), un candidat de l'opposition l'emportait sur son concurrent de Russie unie. Cela s'est produit dans la région d'Irkoutsk, où le communiste Sergueï Levchenko devenait gouverneur. Il n'est pas exclu que l'on assiste à une pluralisation contrôlée du système, accompagnée d'une limitation féroce de l'opposition « hors système » (précisons que le critère « hors système » reste flou et susceptible d'être modifié unilatéralement par le pouvoir, et que libéraux comme nationalistes peuvent être rattachés à cette opposition). Les élections de 2016 à la Douma seront vraisemblablement une illustration de cette pluralisation : un vote protestataire en faveur des partis de l'opposition parlementaire (fidèles au Kremlin, mais critiques envers le gouvernement) n'est pas impensable, tandis que l'élite fédérale risque de se compléter de nombreux députés élus en circonscriptions (les précédentes élections au scrutin majoritaire remontent à la lointaine année 2003). Il n'en demeure pas moins que, même ainsi, l'activité des élites demeurera restreinte et prudente.

Il n'est pas étonnant que Vladislav Inozemtsev, directeur du Centre d'études de la société postindustrielle, estime qu'aucune conjuration des élites contre Vladimir Poutine n'est à craindre ni aujourd'hui ni dans l'avenir, trois facteurs étant garants de leur consolidation.

Il s'agit d'abord du processus de « différenciation » du monde des affaires et des hommes susceptibles d'influer sur le politique : « Les mécontents et ceux qui doutent soit quittent le pays, soit transfèrent leur activité principale à l'étranger, soit y concentrent une part de leurs biens, dont la conservation leur permet d'oublier toutes leurs pertes en Russie. » Selon Inozemtsev, la stratégie de la « sortie », bien rodée, reste beaucoup plus rationnelle et moins risquée que celle de la résistance, surtout si l'on considère qu'au fur et à mesure de l'écoulement du flot des « partants », la partie de l'élite demeurée sur place est encore plus « ancrée » (autrement dit conservatrice).

Vladislav Inozemtsev note ensuite l'extrême « jeunesse » de la classe supérieure en Russie : toutes les fortunes et carrières se sont faites en si peu de temps que les personnes concernées n'ont pu acquérir la moindre indépendance

vis-à-vis du régime. Dans la mesure où il n'y a pas – et depuis longtemps –, dans le pays, d'« ascenseur social » qui ne dépende du premier personnage de l'État, seuls ceux qui ne se conçoivent pas en dehors du système ont des chances de réussir une brillante carrière. Ces derniers estiment, en outre, que la personnalisation du système ne survivrait pas à un changement de président. Il en résulte que la simple idée d'« éjecter » le chef de l'État paraît profondément irrationnelle à la majorité de l'élite politique et à celle du monde des affaires. Toutes les options semblent manifestement pires que le prolongement de la ligne en cours. Il en découle que l'objectif est de renforcer, et non de saper, le système.

Pour Inozemtsev, enfin, les élites ne perçoivent pas de menace sérieuse en provenance de la base : le peuple se tait, la société civile est aux abonnés absents, les partis politiques ne sont pas de véritables acteurs des processus sociaux. Dans ce contexte, l'idée d'une « révolution de palais » paraît d'autant plus absurde qu'il n'y aurait personne pour la soutenir, sans parler de la fomenter.

Vladislav Inozemtsev en conclut que la détérioration de la situation économique en 2016-2017 poussera l'élite de Russie à se consolider davantage. Par la suite, il envisage la possibilité de « purges » en son sein, visant les représentants des groupes « extrêmes » (de Tchoubaï et Gref à Kadyrov), tandis que les « modérés » et les bureaucrates discrets resserreraient encore les rangs autour du chef et prendraient une part active au partage de la propriété et des flux financiers. Parallèlement, après les élections un peu compliquées de 2016 et 2018, l'élite tiendra pour sa tâche majeure de passer de la préservation du régime à sa perpétuation (sa consolidation, son immortalisation). Inozemtsev estime qu'à la fin de l'ère Poutine, en 2024, le pays peut se voir proposer un modèle proche soit du modèle chinois, soit du modèle mexicain, garantissant aux hautes sphères la possibilité de garder le contrôle sur le long terme⁵.

Les prévisions d'Inozemtsev retiennent l'attention (en tout cas à moyen terme), même si l'adoption du modèle chinois ou mexicain est loin d'être évidente, les traits spécifiques de la Russie la distinguant fortement de ces variantes de développement. Au demeurant, il reste à prouver que les perdants seront forcément les groupes « extrêmes » : rappelons le sort peu réjouissant du gouverneur Gaïzer, pourtant très éloigné de tout « extrémisme ».

5. Cf. V. Inozemtsev, « Revolioutsii ne boudet » [« Il n'y aura pas de révolution »], *The New Times*, n° 4 (395), 2016, <http://www.newtimes.ru/articles/detail/107534>

Enfin, après 2018, la situation peut commencer à changer, mais pas forcément de façon aussi évolutive que dans le schéma de la « perpétuation ». Il ne fait guère de doute que, sauf événement extraordinaire, Vladimir Poutine remportera la prochaine élection présidentielle. Toutefois, aux termes de la Constitution, l'actuel président ne peut prétendre à un troisième mandat consécutif. Or, il avait précédemment refusé tout changement constitutionnel sur le modèle de l'Asie centrale, avec pour unique objectif de rester au pouvoir. Dans ces conditions, l'élite est susceptible de considérer que le président est sur le départ ; alors, la lutte pour les ressources et les positions risque de se renforcer, ce qui peut entraîner non une « immortalisation » du système, mais bien des turbulences politiques croissantes. Il n'est donc pas exclu que la prochaine législature de Vladimir Poutine soit marquée par de graves conflits au sein de l'élite.